

du

A l'

gne

de t
répo
dern
tion

sym
suiv
com
mén
euli

Can
de
Wi
She
" P
de
" P
de
Mo
Ste
No
Mo
Ma
d'A
Pro
bay

Avec les Compliments de
J. B. Chicoyne,
M. P. P.

MÉMOIRE

**du comité spécial, nommé le 22 juin dernier, pour examiner
les causes du mouvement d'émigration dans certaines
parties de nos campagnes.**

A l'Honorable CHAMBRE D'ASSEMBLÉE

de la province de Québec

Votre comité a l'honneur de présenter le résumé suivant des notes, renseignements et suggestions qui lui ont été transmis durant la vacance.

Nous devons commencer par remercier le grand nombre de personnes qui, de tous les points du pays et de tous les rangs de la société, ont si généreusement répondu à la circulaire que nous avons publiée et distribuée durant le mois d'août dernier. Le présent mémoire n'est qu'une faible analyse des diverses communications que nous avons reçues.

La Presse a accueilli l'œuvre du comité avec une bienveillance et une sympathie pour lesquelles nous désirons lui rendre hommage. Les journaux suivants, que nous tenons en justice à mentionner, ont reproduit la circulaire du comité, avec des commentaires dont nous avons tiré parti pour préparer ce mémoire. Nous mentionnons ceux qui ont consacré une attention toute particulière à notre mission :

" La Minerve ", de Montréal ; " le Courrier du Canada ", de Québec ; " le Canadien ", de Montréal ; " la Gazette ", de Montréal ; " le Franco-Canadien ", de St-Jean ; " le Star " de Montréal ; " le Guardian ", de Richmond ; " le Witness ", de Montréal ; " le Courrier ", de St-Hyacinthe ; " le Pionnier ", de Sherbrooke ; " le Monde ", de Montréal ; " l'Union de St-Hyacinthe " ; " l'Electeur ", de Québec ; " le Trifluvien ", des Trois-Rivières ; " le Spectateur " ; de Hull ; " le Progrès de l'Est ", de Sherbrooke ; " le Quotidien ", de Lévis ; " l'Interprète ", d'Alfred, Ontario ; " l'Etendard ", de Montréal ; " la Gazette ", de Sherbrooke ; " le Journal de Waterloo " ; " le Moniteur du Commerce ", de Montréal ; " l'Examiner ", de Sherbrooke ; " la Gazette des Campagnes ", de Ste-Anne ; " l'Observer ", de Coaticook ; " la Gazette ", de Berthier ; " le Nord " de St-Jérôme ; " le Journal de Fraserville " ; " le Monde Illustré ", de Montréal ; " la Tribune de St-Hyacinthe " ; " la Vallée de la Chaudière ", de Ste-Marie de la Beauce ; " la Vérité ", de Québec ; " l'Union des Cantons de l'Est ", d'Arthabaska ; " l'Observer ", de Cowansville ; " la Gazette de Joliette " ; " le Progrès de Valleyfield " ; " l'Aurore ", de Montréal ; " le Leader ", de Grand-bay ; " le Progrès du Saguenay ", de Chicoutimi.

On peut dire que l'exode des populations rurales de cette province est un phénomène aussi ancien que la colonie primitive de la Nouvelle-France. Dès le début de la colonie, les autorités tant civiles que religieuses eurent à lutter pour empêcher les colons de chercher la fortune vers des horizons inconnus. Notre histoire raconte comment nos aventureux coureurs des bois pénétrèrent, dès le dix-septième siècle, à travers les solitudes de l'ouest. Avant la cession de ce pays par la France à l'Angleterre, les colons français avaient déjà une tendance à se rendre vers le sud, et ils y possédaient des établissements dans les régions maintenant connues sous les noms de Vermont, New-Hampshire et New-York.

Après la guerre, nos populations rurales décimées et épuisées continuèrent à s'éloigner pour tenter fortune et cherchèrent les moyens de se refaire de leur ruine. Depuis cette époque, jusqu'à ce jour, le même mouvement d'émigration s'est produit avec plus ou moins d'intensité sous les différents régimes économiques et politiques qui ont présidé à l'administration de ce pays.

En 1849, un comité spécial fut nommé pour s'enquérir des causes de la dépression générale qui existait à cette époque. Il était aussi chargé spécialement d'étudier les causes de l'émigration des classes agricoles. Ce comité avait pour président l'honorable P. J. O. Chauveau. Il fut constaté, alors, que cette émigration était considérable, et qu'elle menaçait de devenir une véritable calamité pour le pays. Les troubles de 1837-1838 avaient largement influencé l'intensité de ce mouvement, et il fut constaté que durant les cinq années précédant 1849, l'exode était d'au moins 20,000 individus, donnant une moyenne de 4,000 par année. La moitié de cet exode venait du district de Montréal; l'autre moitié des districts des Trois-Rivières, St-François, Québec et Gaspé. Ces émigrants se recrutaient aussi bien dans les villes que dans les campagnes. C'étaient des hommes de chantier, souvent des jeunes gens appartenant à des familles de cultivateurs à l'aise de la vallée du St-Laurent. Poussés autant par l'esprit d'aventure que par le désir calculé d'améliorer leur sort, ils se dirigeaient vers l'ouest et vers des cultures en apparence plus faciles et plus lucratives.

Parmi les causes qui furent alors assignées à l'émigration, on mentionna les suivantes : 1. le manque d'industries manufacturières et l'impossibilité de se procurer au pays du travail ; 2. les salaires élevés que les fabriques américaines commencent alors à offrir ; 3. les difficultés qui résultaient de la tenure seigneuriale ; 4. l'absence de voies de communication ; 5. le manque de connaissances agricoles ; 6. les rapports exagérés apportés au pays par ceux qui allaient temporairement vivre à l'autre côté de la frontière ; 7. l'état précaire du commerce et le caractère acerbe des luttes politiques du temps.

Comme remède, on suggéra l'amélioration de l'agriculture ; on voulait aussi donner plus de facilité aux colons pour aller s'établir sur des terres nouvelles. On devait favoriser l'ouverture de routes pour permettre aux fils de famille de s'établir dans les forêts vierges. On insistait pour la disparition du système oppressif des seigneurs qui était universellement condamné par la classe agricole. On demandait la construction de voies ferrées, l'établissement d'écoles d'agriculture et de fermes modèles, l'adoption d'un système général d'améliorations pour les routes, et enfin l'adoption de moyens propres à faciliter l'établissement des terres publiques.

Depuis cette année de 1849, cette question du dépeuplement de nos campagnes n'a cessé d'occuper nos hommes d'Etat et nos journalistes.

Comme on le voit, d'après cette date de 1849, le mouvement d'émigration est loin d'être nouveau dans la province de Québec. Du reste, ce phénomène du dépeuplement des campagnes au profit des villes s'est produit de tout temps, sous tous les climats, sous toutes les formes de gouvernement et sous tous les régimes.

Une simple étude de l'histoire et l'observation de ce qui se passe de nos jours, démontrent que ce mouvement résulte de causes économiques et sociales absolument indépendantes de l'action législative ou gouvernementale.

Notre province n'a pas échappé à ces causes générales et en apparence incontrôlables qui ont produit et produisent encore ce fléau sur toutes les parties du monde civilisé.

Le phénomène de l'émigration dans les villes a attiré l'attention des économistes, d'une manière toute particulière dans notre ancienne mère patrie.

En France, comme partout ailleurs, on constate une progression constante de ce mouvement regrettable : les statistiques à cet égard sont significatives. En 1846, la population rurale représente le 176 par 100 de la population totale de la France. Quarante ans plus tard, en 1886, elle ne représente plus que le 164 par 100. Les villes pendant ce temps s'étaient accrues de 5,120,000 habitants et les campagnes avaient subi une diminution de 2,300,000.

En 1891, le recensement apporte une nouvelle preuve que cette migration insensible des gens de la campagne vers la ville va en s'accroissant et en s'accroissant de jour en jour. Des départements essentiellement industriels ont formé des centres importants et ont vu leur population s'augmenter d'une manière vraiment inquiétante, cela au détriment des régions agricoles qui continuaient à se dépeupler. Il résulte de ce fait, une double conséquence fâcheuse. Les champs manquent de bras pour le cultivateur, et à la ville le trop plein d'ouvriers fait baisser les salaires. Cet état de choses constitue un problème social qui devient chaque jour de plus en plus difficile à résoudre. Les économistes les plus sérieux, les plus compétents qui ont écrit sur ce sujet se sont demandé les causes de ce fléau et les remèdes que l'on pouvait y apporter. Avec tout le soin, l'intelligence qui distinguent les spécialistes de notre mère-patrie, leurs études et leurs observations ont prouvé et constaté l'existence du mal et ses causes multiples. Ils indiquent aussi le remède spécifique. En voici un exemple :

" Il faut signaler en premier lieu, dit un écrivain marquant, les singulières attractions, pourtant si peu justifiées, que la ville exerce sur l'esprit des paysans. Leur imagination se la représente comme un séjour privilégié où le travail est plus agréable, où l'argent se gagne plus aisément; on n'a qu'à se baisser pour la ramasser à pleines mains. Parlez-leur du séjour malsain des ateliers, des émanations fétides des usines et des fabriques, de la vie sédentaire et débilitante de l'employé de bureau, ils vous riront au nez. Comme ils travaillent eux, à la rigueur du soleil, il se figurent que, travaillant à l'ombre, le citadin a bien moins de peine. Ils ne savent guère que le travail des champs, en plein air dans le voisinage des eaux et des bois, aux pures émanations des foins coupés et des

autres récoltes est autrement plus sain, plus fortifiant pour l'âme et pour le corps, qu'il est le principe des plus mâles vertus et des plus robustes santés.

"Quant à l'argent, s'il est difficile de le gagner à la campagne, il ne l'est pas moins à la ville, et il s'y dépense plus vite. On part du village, plein d'espoir, car on est sûr de faire fortune; et vite accourent les déceptions. Si on osait, on reviendrait, mais on craint l'ironie des voisins; et puis, on n'est plus assez paysan pour travailler la terre. On reste et l'on ne tarde pas à faire la triste expérience d'une autre réalité; c'est qu'à la ville, la misère est plus noire qu'à la campagne. Dans les villages, il y a des pauvres; il n'y a pas de malheureux. Au lieu d'être entassés dans des appartements trop petits à un cinquième étage, comme les ouvriers de la ville, le journalier et sa famille ont une habitation indépendante, avec un jardin et un peu de terre à cultiver. Les gros propriétaires se disputent les journées du père, et occupent les enfants aux soins du bétail. Si la maladie survient et avec elle la gêne, les secours ne font pas défaut, car on est connu des familles aisées de l'endroit. Dans la ville, malgré tant d'œuvres de charité, c'est la gêne la plus dure, c'est la misère noire.

"Le paysan, ajoute cet écrivain, n'en continue pas moins d'aller à la ville, d'autant plus que la fascination qu'elle exerce sur son esprit se combine avec l'idée inférieure qu'il a de son métier. Qu'un ouvrier de la grande ville vienne par hasard à la campagne, parce qu'il a un vêtement d'une coupe moins surannée, et qu'il débite avec aplomb les insanités qu'il a lues dans une feuille quelconque, les paysans l'écoutent presque comme un oracle. Mêlez-vous pourtant à la conversation. Comme il est facile de voir, que si le paysan a moins de bagout, il a, plus de bon sens. Son jugement naturel, que nulle mauvaise doctrine n'a frelaté le guide à une plus saine appréciation de toutes choses. Mais le paysan se défie de lui-même, et si, un jour, son fils s'en va comme ouvrier à la ville, il croit qu'il a monté d'un cran dans la société.

"Une grande cause de l'émigration rurale en France est la manie du fonctionnarisme. Faire de leur enfant un instituteur, un agent-voyer, un commis, un employé du gouvernement quelconque, c'est là le rêve de beaucoup d'agriculteurs.

"Il n'est peut-être pas un pays au monde où les carrières administratives soient aussi encombrées qu'en France: pour une place vacante, il y a 100 demandes: là aussi, on se plaint que l'instruction est souvent de nature à inspirer au fils de cultivateur du dégoût pour sa condition, et on vient de voir qu'il vaut mieux l'initier aux éléments de l'agriculture raisonnée, glorifier à ses yeux la culture de la terre et inculquer à son jeune esprit l'amour de la vie rurale."

Dernièrement, les autorités de plusieurs États de la Nouvelle-Angleterre ont fait faire des études analogues à celles qui sont confiées à ce comité. Elles ont eu pour résultat de constater qu'un grand nombre de fermes, jadis prospères, étaient abandonnées par leurs propriétaires et réduites à l'état de nature.

Parlant de ce triste état de choses, le "Courrier des États-Unis" disait: "Il existait en août 1889, dans l'État du Maine, 3,318 propriétés rurales désertes; mais il paraît que l'administration s'occupe de prendre des mesures au moins pour atténuer les effets de cet exode. L'État du New-Hampshire, où le décou-

" ragement a produit de pareils résultats, a fait de grands efforts pour soustraire à
 " une ruine irréparable des domaines tombés dans l'abandon, et le commissaire
 " rentré en fonction l'an dernier à cet effet a réussi, dans la première année, à
 " trouver des acheteurs pour 350 d'entr'eux. La plupart des acquéreurs sont des
 " habitants des villes qui ont l'intention d'en faire des maisons de plaisance pour
 " l'été. D'autre part, la Législature du Vermont, après des essais infructueux, a
 " tout simplement aboli les fonctions du commissaire et toute l'organisation qui
 " avait été établie pour repeupler les fermes dans cet Etat."

Dans le New-Hampshire, il y avait 1342 fermes abandonnées, et dernière-
 ment un journal américain annonçait ainsi une ferme de 20 acres :

— "*Loyer gratis et un présent de cinquante piastres.*"

Dans le Kansas, si souvent vanté pour sa fertilité par certains journaux
 probablement à cause de son grand éloignement, la dépression agricole s'est fait
 sentir comme sur d'autres points de la grande république. Le dernier recensement
 démontre que, dans la dernière décade, la population a diminué dans plusieurs
 régions.

La propriété est hypothéquée depuis longtemps, et dans certains comtés on
 voit, sur l'espace de plusieurs milles, des maisons abandonnées et des instruments
 de fermes inactifs.

Jetons maintenant un coup d'œil sur l'Etat le plus riche de l'Union Améri-
 caine par la fertilité de son sol et les avantages de sa position géographique,
 l'Etat de New-York. Voici ce que nous lisons dans le rapport des cotiseurs
 déposé à la Législature d'Albany l'an dernier :

" Nos investigations pendant l'année écoulée corroborent l'assertion déjà faite
 " à savoir : qu'il n'y a pas eu d'améliorations dans la valeur des fermes non plus
 " que dans la condition financière de leurs propriétaires et occupants. Partout
 " on nous a déclaré que les terres sont en pleine dépréciation, que les ventes sont
 " très rares, et que l'industrie agricole est de moins en moins profitable. Dans un
 " grand nombre de cas, les terres sont hypothéquées à leur pleine valeur, et ce
 " n'est que par exception qu'on en trouve qui ne le soient pas."

L'importance du mouvement d'émigration dans la province de Québec, tout
 en étant malheureusement trop considérable, a cependant été grandement exagéré.
 Il y a une tendance regrettable en cette province de vouloir tout rattacher à la
 question politique : les luttes et les rivalités de partis ont beaucoup trop absorbé
 l'énergie et l'attention de notre peuple, et chacun s'est appliqué à ne trouver
 partout que des causes politiques, sans se donner la peine de chercher les causes
 économiques et sociales qui ont pu déterminer la prospérité ou la dépression de
 certaines parties du pays. Il en est résulté qu'on s'est souvent placé à des points
 de vue entièrement faux pour juger le problème à résoudre. Le cultivateur n'est
 malheureusement pas resté à l'abri de ces influences malsaines, et aussi longtemps
 qu'on lui fera voir que la cause de sa souffrance doit être exclusivement attri-
 buée à l'administration de la chose publique, on aura bien peu de chance de le
 voir entrer en lui-même et y rechercher par l'étude et l'observation les causes de
 ses insuccès. Les maladies sociales sont soumises aux mêmes recours que les

maladies du corps humain. Le premier devoir de celui qui veut se guérir, c'est de se rendre bien compte du siège, de la source et de la nature du désordre.

Certains journaux de ce pays croient avoir tout dit sur ce sujet, quand ils attribuent l'émigration à l'influence du tarif protecteur, et quand ils vont jusqu'à prétendre que le libre-échange rendrait du coup le cultivateur riche à millions. Or, comme nous l'avons déjà dit, ce mal social de l'émigration de l'habitant de la campagne vers les villes a existé de tout temps, indépendamment des formes du gouvernement et des théories économiques qui présidaient à l'administration. Cette propension à quitter l'agriculture, c'est-à-dire l'état le plus naturel et le plus conforme aux destinées de l'homme, pour aller se fixer dans les villes, est aussi ancienne que la déchéance de l'humanité. De nos jours, on voit le même fléau prévaloir dans les pays libres échangeistes tout aussi bien que dans les pays protectonnistes.

On voit qu'aux Etats-Unis ce courant prend des proportions qui alarment, à juste titre, les penseurs les plus sérieux de la grande République Américaine. En France, en Belgique, en Allemagne, dans la Grande-Bretagne, partout en un mot, l'homme cherche à fuir la vie modeste et frugale des champs pour courir vers les appâts fascinateurs de la ville.

En Angleterre, pays du libre-échange par excellence, la dépopulation des campagnes semble être plus forte que partout ailleurs et les membres de la commission, chargés d'étudier l'industrie du sucre de betterave, en Europe, dans leur rapport soumis au gouvernement de cette province, en date du 17 mai, 1892, constatent d'une manière formelle l'existence de ce fléau.

Parlant de certaines campagnes, la Commission mentionne à la page 43 que : "le Docteur Gustaf Schack Tommer, de Liverpool, a entrepris de refouler ce courant de l'opinion publique et s'occupe activement d'introduire dans la Grande-Bretagne l'industrie du sucre de betterave. Il a donné, dans ce but, plusieurs conférences, publié des brochures pour bien faire connaître cette industrie aux cultivateurs anglais et il faut espérer qu'il finira par réussir. Au point de vue économique, il représente l'industrie du sucre de betterave comme le moyen le plus sûr et le plus efficace d'empêcher le dépeuplement des campagnes, qui, depuis une vingtaine d'années, ont vu *plus de la moitié de leur population* désertir les districts ruraux pour se concentrer dans les grandes villes ou émigrer en Amérique".

Que l'agriculture subisse une dépression sérieuse dans la province de Québec, il n'y a pas à le nier ; et outre les causes, qu'on pourrait appeler partielles ou accidentelles, causes énumérées plus loin, il en existe une d'un caractère général dont il importe de tenir compte.

Notre agriculture n'a pas suffisamment profité, à l'exemple des autres industries, de ce qu'on est convenu d'appeler le progrès et les découvertes modernes. Tout en subissant de grandes améliorations, elle a cependant conservé beaucoup de son caractère primitif, et l'une des causes de sa souffrance est que ceux qui s'y livrent n'étaient pas en état d'appliquer à leur art les éléments de succès, causes de développement et d'avancement des autres professions.

La grande industrie, la construction des chemins de fer et l'ouverture à la production agricole de régions nouvelles d'une fertilité étonnante, ont produit dans le monde une révolution économique, dont le petit cultivateur, surtout celui qui persiste dans les anciennes méthodes, doit nécessairement souffrir.

L'agriculture est-elle désignée à subir la même révolution ? Sommes-nous destinés à voir disparaître la petite propriété ? Le cultivateur particulier, dans cette lutte du plus faible contre le plus fort, doit-il être supplanté par le capitaliste exploitant le sol d'après le système de grande culture et au moyen des instruments agricoles perfectionnés qui remplacent graduellement le travail des bras ?

Voilà le problème qu'on peut se poser et que l'on devra résoudre.

La suppression des distances, la facilité des transports produisent au Canada, comme ailleurs, une révolution économique dont notre agriculture subit le contre-coup. Non seulement les céréales sont transportées à travers le continent jusqu'au sein de la vieille Europe, à des taux excessivement réduits ; mais il en est ainsi des viandes, des végétaux et de tous les produits en général. Cette révolution rend nécessaires des transformations radicales de la méthode agricole suivie dans cette province, transformations que l'on doit faire aussi promptement que possible, si l'on y veut tarir la source du mal.

La grande industrie a virtuellement tué l'industrie domestique. Le rouet à filer, le métier à tisser sont à peu près disparus de nos campagnes et une seule fabrique peut aujourd'hui produire les tissus manufacturés autrefois par toute une province.

Jusqu'où ira cette compétition du capital et de la mécanique appliquée à l'agriculture contre le petit cultivateur ? Ses ressources ne lui permettent pas d'employer d'autres éléments de productions que ceux dont il se servait il y a cinquante ans. Combien de temps durera cette période intérimaire ? L'avenir seul nous le dira.

Tous les gouvernements du monde se sont appliqués à favoriser l'agglomération et la création des centres ouvriers. Dans notre province, comme ailleurs, nous avons voulu ériger des villes, avoir notre grande industrie, sous le prétexte assez légitime d'avoir des débouchés rapprochés pour nos produits agricoles. Les villes se sont bâties : la population s'est accrue naturellement, aux dépens des campagnes, et la compétition des régions de l'ouest où la culture en grand, dans un sol vierge, amène un surcroît de productions, est venu créer à nos portes mêmes une concurrence à laquelle nos cultivateurs ne peuvent résister par suite de leur culture, malheureusement peu améliorée. Non-seulement la province de Québec ne nourrit pas les habitants de ses villes, mais même dans les campagnes, on voit sur plusieurs points les céréales de l'ouest supplanter graduellement la production indigène.

Ce côté économique de la question doit être sérieusement étudié et médité. Il ne faut pas surtout le perdre de vue si l'on veut sincèrement se rendre compte des causes du mal que nous déplorons.

Cette concurrence, ce drainage du capital qui s'opère au détriment de nos campagnes pour le profit de l'ouest, ne cessera que lorsque le cultivateur de la

province de Québec aura, grâce à l'étude et à l'observation, modifié sa culture, en la dirigeant surtout vers la production de certains articles à l'égard desquels la concurrence est moins à craindre. Exemple : les produits de la laiterie.

Avec des terres mieux engraisées, mieux cultivées, le cultivateur de la province de Québec, ayant lui aussi recours à tous les instruments modernes qui multiplient si bien la valeur des bras, pourrait encore lutter avantageusement avec l'ouest, même pour la production des céréales.

Le cultivateur de la province de Québec ne pourra résister à la révolution économique dont nous venons de parler qu'en opérant lui-même une révolution dans ses éléments de production.

Un âcre ensemencé en froment et soumis à une maigre culture ne fera qu'appauvrir son propriétaire, tandis que si le même terrain est soumis à une culture plus intensive, il peut, avec la même somme de travail, la même dépense, décupler son rendement. En un mot, quand tout progresse autour de lui, quand les moyens de production se multiplient chaque jour, quand on découvre sans cesse des procédés nouveaux pour remplacer la main d'œuvre par la mécanique, il est impossible que le cultivateur reste stationnaire. Il lui faut étudier son art, avoir recours à tous les moyens propres à rendre son travail aussi fructueux que possible.

A part le mal réel et direct qui est causé à notre classe agricole par cette révolution économique, nos cultivateurs souffrent encore des idées fausses et pernicieuses qui s'emparent des esprits plus que jamais.

Notre pays est envahi, comme les autres, du reste, par la grande hérésie sociale qui veut que tout le monde soit riche. L'inégalité des conditions, la soif du bien-être matériel et la convoitise des biens qu'on ne possède pas, ont ici, comme partout ailleurs, une influence considérable sur nos populations.

L'esprit de réflexion semble disparaître. La création à bas prix, les progrès merveilleux de l'industrie et toutes les inventions étonnantes qui surgissent à chaque instant de nos jours, semblent donner le vertige à l'homme des champs. La ville avec son brouhaha et son électricité tourne la tête à l'homme de la campagne. Il est entraîné, presque à son insu, vers les villes, comme le papillon est attiré par les rayons d'une lanterne.

La plupart des journaux que nous avons mentionnés, ont pertinemment traité la question de l'émigration à ce point de vue.

Nous nous permettons de citer l'extrait suivant, publié par le "Journal de Waterloo" : "Savoir trouver la satisfaction dans son état est le premier gage de succès dans n'importe quelle position sociale, mais surtout, dans l'agriculture. Ah ! si vous saviez, amis cultivateurs, comme la vie que vous menez à la campagne est plus agréable, plus paisible, plus exempte de soucis et de tribulations que celle de la plupart des gens de la ville, des commerçants, des hommes de professions, vous cesseriez d'envier leur sort."

"Un autre moyen de réussir dans l'art agricole est l'étude. Parce que vous avez vu votre père labourer la terre qu'il vous a léguée, n'allez pas croire qu'il

" suffise de pouvoir tenir les mancherons de la charrue pour être bon cultivateur.
 " Il faut être au courant de toutes les découvertes modernes, de toutes les expériences qui se font chaque jour ; en faire soi-même et en noter les résultats avec soin ; savoir tirer profit de ses observations : ne rien faire au hasard et ne pas croire que pour récolter, il suffit de semer, sans avoir égard à la température, à la qualité de la semence, au sol où l'on jette cette semence.

" Un moyen encore de faire payer l'agriculture, c'est d'être avare de son temps.
 " Il y a toujours quelque chose à faire sur une ferme. Si vous rencontrez un cultivateur qui flâne chez ses voisins, qui passe son temps à la chasse ou à la pêche, ou en visite, les trois quarts du temps, sous le prétexte qu'il n'y a rien qui presse à la maison, vous pouvez être sûr que cet homme est à la veille d'être forcé d'abandonner sa terre pour aller ruiner sa santé au service des américains.

" L'économie dans les habits, dans les chevaux, les harnais et les voitures de promenade, enfin l'économie partout, voilà encore un des grands moyens de succès en agriculture. L'argent que vous dépensez inutilement en beaux habits, en riches bijoux, en brillants équipages, toutes choses qui, le plus souvent, ne conviennent pas avec votre état, comme il rapporterait beaucoup plus, s'il était employé à l'achat d'un animal de race, ou d'un instrument d'agriculture perfectionné !

" Cette dernière dépense, si elle est faite d'une manière rationnelle, ne peut que conduire un cultivateur au succès et à l'aisance ; tandis que les dettes qu'il contracte souvent celui qui veut bien paraître, lui ouvre infailliblement le chemin de l'exil.

C'est surtout sur la nécessité de réformer ou plutôt de créer l'enseignement agricole en cette Province que l'on a attiré notre attention.

La multiplication des collèges classiques qui ont charge d'instruire la jeunesse, a eu ses bons effets. D'un autre côté, il faut admettre que leur accès trop facile a largement contribué à y faire entrer trop de personnes douées de talents médiocres et qui ont grossi d'une façon démesurée et dangereuse le nombre des déclassés.

L'attention de nos gouvernants doit être attirée sur ce point. Des efforts devraient être faits pour protéger d'avantage l'instruction élémentaire dans nos campagnes et réagir contre cette tendance par trop générale de la classe agricole à vouloir sortir de sa sphère, tendance qui devient ensuite une source de déboires et de cruels désappointements pour un si grand nombre.

On délaisse l'agriculture bien souvent, parce qu'on pense qu'on jouit d'aucune considération et qu'on ignore qu'il doit s'y trouver de quoi vivre honorablement et librement. Ce préjugé s'impose à l'attention de ceux qui veulent arrêter le fléau.

Un bel exemple à donner en faveur de l'instruction agricole, serait l'adoption par le gouvernement d'un système de colonies agricoles pour la correction des jeunes disciplinés, du moins pour certaines catégories d'entre eux. Dans un pays comme le nôtre, où le sol est à bon marché, où les métiers et les professions sont si encombrées dans les villes, il devrait être considéré comme anormal d'instruire ceux qu'on est convenu d'appeler les jeunes délinquants, en vue de les faire

contribuer plus tard à accroître cet encombrement. Le gouvernement rendrait service à la cause agricole et donnerait là une marque d'appréciation favorable pour cet art si noble et si utile en y dirigeant ceux que la loi place spécialement sous sa surveillance et sa direction.

Un correspondant du lac Saint-Jean exprime l'espoir de voir bientôt une colonie agricole attachée au nouvel établissement des Trappistes sur la rivière Mistassini.

La plus sérieuse attention du gouvernement est attirée sur la nécessité d'avoir comme instituteurs et institutrices dans les campagnes, des personnes en état de faire aimer et connaître autant que possible l'agriculture aux enfants, soumis à leurs soins. Sans entrer dans l'enseignement pratique de l'art agricole, les directeurs et les directrices de nos écoles rurales pourraient au moins se faire une obligation d'inculquer dans l'esprit de leurs élèves des idées propres à faire apprécier la beauté, l'utilité et la grandeur de l'agriculture. C'est ce qui manque partout dans cette province, sauf de rares exceptions.

Au dernier congrès de l'industrie laitière tenu à Sainte-Thérèse, il a été lu un mémoire adressé par l'hon. M. Nantel sur cet important sujet de l'enseignement agricole. Nous nous faisons un devoir d'en citer l'extrait suivant :

" L'enseignement de l'agriculture dans les écoles de la campagne ne devrait " être secondaire qu'à celui de la morale chrétienne et devrait pénétrer toute " l'éducation, non pas tant peut-être pour apprendre aux enfants l'art de la cul- " ture,—art que souvent les maîtres ne connaissent pas d'une manière suffisante— " que pour leur inculquer le goût et leur en donner une haute idée. Il me semble " que tous leurs livres devraient être imprégnés de l'amour de la vie des champs, " et sous mille formes, fournir la matière aux leçons de lecture, de calcul, de comp- " tabilité, de géographie, de géologie, etc., de manière à s'approprier aux besoins quoti- " diens que l'élève, devenu plus tard cultivateur, pourra avoir de ces notions " diverses.

" Au sortir de l'école, le fils du cultivateur devrait autant que possible au- " trouver en possession de toutes les connaissances que requiert le noble exercice " de son art. Qu'on ne lui surcharge pas la mémoire de mots non compris, et " qu'on ne l'accable pas de leçons si peu attrayantes que souvent même il se " dégoûte à jamais de la simple lecture. Pourquoi, au moyen de leçons intéres- " santes sur ce qu'il connaissait déjà et sur les objets qui les entourent, ne pas " conduire les élèves à la vision graduelle de choses qu'il leur est nécessaire de " connaître tout en leur inspirant un goût prononcé pour l'étude et l'observation " en leur faisant comprendre qu'ils doivent constamment se tenir au courant " des progrès nouveaux de l'agriculture ? Le réformateur qui aura le cou- " rage de donner à la masse de notre population rurale la véritable éducation " agricole, laquelle consiste d'abord à lui faire aimer son état et à lui enseigner " ensuite les moyens de le faire payer, aura rendu un service incalculable à notre " pays qui ne vaudra sérieusement, à un certain point de vue, du moins, que par " l'agriculture".

Ces vues de l'honorable commissaire des travaux publics sont partagées par une foule de nos correspondants, et spécialement par plusieurs membres du clergé.

Il faudrait une propagande active, suivie, universelle pour réagir contre les idées fausses qui en conduisent un si grand nombre dans la voie des aventures. Si seulement la moitié des efforts et de l'énergie qui sont absorbés par nos luttes politiques étaient consacrés à populariser l'agriculture et à encourager notre population à y persévérer, on verrait le pays changer de face en très peu de temps. La plaie de l'émigration serait en grande partie guérie. Si on organisait un véritable mouvement national sous ce rapport, la chose serait très à propos pour le succès et le progrès de notre agriculture qui comporte une question de vie ou de mort pour la province de Québec.

Une étude réfléchie des bienfaits de la vie champêtre, comparée à celle des villes, mettrait un peu plus de philosophie et de sagesse dans la tête de plusieurs. Le cultivateur comprendrait, avant de se lancer dans la servitude des villes, que s'il y est mieux logé et mieux nourri, il n'en perd pas moins sa liberté, cette liberté dont il jouissait si largement dans son village. N'est-ce pas la valeur de cette liberté qu'il s'agirait de commenter et de faire apprécier sainement par la jeunesse ?

Il est malheureusement trop vrai que l'instruction de la jeunesse dans cette province la conduit et la pousse à toute autre chose qu'à l'agriculture. Outre que les éléments de la science agricole ne figurent nulle part, même dans nos écoles primaires de campagne, on ne trouve rien dans l'instruction donnée dans nos institutions d'un ordre supérieur qui puisse populariser et faire aimer l'agriculture. Prenons, par exemple nos couvents, si habilement dirigés du reste par des religieuses qui sont des modèles de vertu et de dévouement.

Il est de mise pour le cultivateur tant soit peu à l'aise d'y envoyer ses jeunes filles. C'est avec raison ; car la solide instruction religieuse qui y est puisée, constitue un trésor inappréciable chez une future mère de famille. Mais à côté de cette instruction religieuse et des études littéraires qui ont aussi leur incontestable valeur, il est regrettable qu'on n'y enseigne pas un peu plus les choses de la vie pratique. Sous ce rapport, non seulement la classe agricole, mais toutes les autres classes pourraient profiter d'une modification dans le programme des études.

Dans notre état de société, presque tout le monde fuit la domesticité, le travail manuel. Et les soucis pratiques de la vie de ménage menacent de s'imposer indistinctement aux femmes mêmes les plus haut placées.

La plupart sortent du couvent avec des idées et des habitudes incompatibles avec la vie rurale. Généralement, ces demoiselles sont plus fortes sur le piano que sur la cuisine. Toute leur ambition consiste à changer de sphère et à abandonner le milieu dans lequel elles sont élevées. La même remarque peut s'appliquer à une foule d'institutions où le fils du cultivateur va irrévocablement perdre le goût et l'amour des occupations de ses pères.

Quant aux écoles primaires, elles présentent en général tout ce qu'il faut pour faire détester la vie champêtre.

Les maisons d'écoles sont malsaines, dépourvues de toutes précautions hygiéniques ; elles n'offrent rien d'attrayant à l'intérieur ni à l'extérieur. L'institutrice généralement est mal payée ; elle est dégoûtée de l'enseignement et brûle du désir

de s'émanciper le plus tôt possible. Elle offre une instruction qui pousse ses élèves vers la vie des villes et les illusions qui l'entourent. Or, comment peut-on espérer qu'une instruction donnée dans de pareilles circonstances, et sous de pareils auspices, puisse influencer la jeune génération dans un sens favorable à la carrière agricole.

La grande réforme par excellence qui s'impose à l'attention de nos classes dirigeantes est celle qui aurait pour but de tout combiner dans l'instruction, tant supérieure que primaire. C'est surtout cette dernière, qui peut faire aimer l'agriculture et apprécier les avantages de la vie rurale. C'est vers ce but que doit tendre et converger en ce moment l'attention de tous ceux qui s'intéressent sincèrement à la grande question qui nous occupe. Les cercles agricoles, qu'on est en voie d'organiser, sont appelés à rendre un immense service et c'est probablement le moyen le plus pratique et le plus sûr pour enrayer le mouvement de l'émigration ; mais, il nous faut l'avouer, l'une des plus grandes sources du mal se trouve dans la défectuosité que nous venons de signaler dans notre instruction, surtout dans notre instruction primaire.

Il se fait en ce moment dans la province et dans notre sphère gouvernementale, un mouvement dont le but est de protéger et de favoriser l'agriculture. Ce mouvement mérite l'appui le plus chaleureux, le plus sympathique de tous les patriotes sincères et il importe que tout le monde, sans distinction de position sociale, y mette la main et se fasse zélé dans la sphère de son activité et de son influence.

Nous avons parlé des maisons d'écoles dans nos campagnes : c'est vers ce point que doit porter l'attention toute spéciale de ceux qui président à l'administration de la chose publique.

Ces maisons devraient être entourées de tous les éléments propres à faire ressortir les beautés et les charmes de la vie champêtre. C'est là que le fils de cultivateur devrait apprendre à orner son propre domaine. Beaucoup de nos maisons de cultivateurs sont dépourvues de charmes et d'attraction. On n'y voit à côté, ni arbres fruitiers, ni arbres d'ornement ; c'est l'image de l'ennui, de la désolation, et nous pouvons dire, avec vérité, que la maison d'école lui sert souvent de modèle sous ce rapport. On ne s'est pas suffisamment appliqué à rendre la campagne attrayante, à y organiser des amusements, des fêtes publiques, des démonstrations patriotiques ; ce sont là autant de moyens d'attacher les hommes et surtout la jeune génération à la vie champêtre. Un peu d'attention de la part des parents et des hommes influents dans chaque localité, pourrait rendre un service immense à la bonne cause. Le besoin de distractions, l'horreur de la monotonie sont instinctifs, surtout aux descendants de la nation la plus gaie du monde,

Ces remarques ont peut-être plus d'importance qu'on ne serait porté à le croire ; le jeune homme qui va à la ville et qui y voit le mouvement, les distractions, les images brillantes, lorsqu'il s'en retourne à la campagne, y fait des comparaisons, qui sont de nature à fausser son jugement, moins qu'une influence spéciale ne vienne le contrôler.

Une foule de personnes nous signalent comme une cause de ruine pour plusieurs cultivateurs, la multiplicité des procès et le chiffre élevé des frais de justice.

Il est constaté qu'il y a plus d'avocats dans la province de Québec, proportion gardée du chiffre de la population, que dans aucun autre pays du monde. Notre système judiciaire devrait être réformé dans le sens de la conciliation et de la justice à bon marché. Le système du crédit est aussi la cause par excellence qui chasse nos cultivateurs de la campagne pour en faire des prolétaires dans les villes. La tendance à s'endetter, à dépenser ce qu'on n'a pas, à escompter l'avenir pour satisfaire un besoin du moment constitue une véritable calamité dans nos campagnes. Cette tendance, avec l'absence de calcul qui y prévaut d'une manière désolante, devrait être combattue par tous les moyens possibles. On suggère aux législateurs de réformer nos lois dans un sens propre à enrayer ce torrent désastreux.

Les dettes constituent le plus terrible ennemi de notre classe agricole. Il est constaté d'une manière unanime par tous nos correspondants que les cultivateurs s'endettent en grande majorité pour d'autres fins que pour l'amélioration de leur culture. Ceux qui attribuent à ce qu'on est convenu d'appeler le luxe, la dépression économique de nos campagnes, sont loin d'être dans le faux, et il y a certainement là matière à travail et à réflexion pour ceux qui président à l'éducation domestique de nos cultivateurs, d'une manière directe ou indirecte.

L'une des principales choses, dont l'on devrait faire comprendre la nécessité, au moyen de cercles agricoles et d'une instruction et éducation sociales, c'est le besoin d'une comptabilité dans chaque ferme, dans chaque famille. Bien des maux et des faux pas seraient évités au cultivateur, s'il tenait un compte régulier de ses opérations et de ses affaires. Des milliers qui végètent aujourd'hui dans les villes manufacturières ne se sont aperçus de leur ruine que lorsqu'elle a été consommée d'une manière irrémédiable. Si l'on réussissait à convaincre le cultivateur qu'il doit calculer et se rendre par lui-même compte du résultat de ses affaires, on aurait réussi à atténuer grandement le mal.

Comme une foule de correspondants nous l'ont répété, l'instruction que l'on donne ici à la jeunesse agricole n'a pas suffisamment pour but de l'attacher à l'agriculture et on peut dire qu'en général, le cultivateur de la province de Québec n'aime pas sa profession.

Un trop grand nombre perdent l'ambition d'agrandir leurs domaines en vue de le transmettre ainsi amélioré à leurs descendants. Le cultivateur qui n'est pas attaché à sa terre ne guette que l'occasion de la vendre, au lieu de faire des travaux d'amendement d'un caractère permanent. Au lieu de planter des arbres fruitiers et des arbres d'ornement qui profiteraient autant à lui-même qu'à ses héritiers, il ne songe qu'à cultiver à la diable, à récolter tant bien que mal pour le moment. Ses bras et la partie physique de son être sont seuls sur la ferme; sa pensée et son ambition sont ailleurs. Une foule de fausses notions voltigent dans son cerveau et y engendrent les aspirations plus ou moins mal définies qui le poussent cependant à végéter dans un art où il aurait pu réussir avec plus d'attention et de concentration d'esprit.

On représente nos cultivateurs comme enclins à la paresse.

Ceci doit être considéré, sinon comme une calomnie, du moins, comme une représentation fausse et exagérée. Notre peuple est au contraire naturellement actif, vigoureux. Il est homme de travail. Ce qui lui manque c'est la direction, l'impulsion : si on pouvait lui faire aimer sa profession et lui ôter l'esprit des illusions et les autres sources de découragement moral, la perte de temps serait chose inconnue dans nos campagnes.

Il n'en est pas moins vrai que, dans nos paroisses, beaucoup de cultivateurs sont loin d'être des modèles d'assiduité au travail. Voici ce qui est consigné dans un rapport adressé au "Canadien" :

" Il est beaucoup de chefs de familles qui eussent pu rester sur leurs fermes, s'ils avaient été plus vaillants, ou moins paresseux. On m'a nommé des gens qui sont émigrés aux Etats-Unis avec toute leur famille et qui continuent là-bas la même vie d'oisiveté, de fainéantise qu'ils menaient ici. La femme, les filles et les garçons travaillent comme des mercenaires dans les manufactures et les fabriques de toutes sortes, et le père de ces malheureux passe les jours, les semaines, les mois à dormir, à se promener en désœuvré, dans les rues ou à courir les auberges.

" D'autres sont partis parce qu'ils n'aimaient pas la culture ou parce qu'ils trouvaient la vie des champs trop dure et trop difficile. Si vous alliez les interroger aujourd'hui, ils vous diraient peut-être qu'ils travaillent beaucoup plus aux Etats-Unis que sur leur terre."

Nous continuons à résumer les remarques et suggestions que nous avons reçues.

En certains endroits, la dépression agricole est attribuée d'une manière assez directe à la fermeture du marché américain ou plutôt à l'élévation récente des droits d'entrée aux Etats-Unis.

Les cultivateurs de ces localités, habitués à exporter certaines spécialités de produits aux Etats-Unis, se sont vus frustrés de ce marché depuis quelques années. Ailleurs, le manque d'étude et de calcul a amené un excès de production, et a encombré les marchés. Des cultivateurs, au lieu de modifier leur culture, selon la demande, se sont mis à produire, on pourrait dire au hasard.

On a ignoré dans beaucoup d'endroits que le cultivateur, comme tout autre producteur, doit sans cesse étudier les conditions de l'offre et de la demande, et qu'il lui faut de toute nécessité modifier et varier ses cultures, selon les circonstances.

Un personnage important nous communique les remarques suivantes que nous allons citer :

" Dans le monde entier, les campagnes sont en train de se dépeupler au profit des villes, et les petites villes au profit des grandes "

" La cause la plus générale est partout la même. Au dire des économistes qui ont étudié le phénomène avec attention, cette cause résulte du désir irrésistible qu'éprouve l'homme déchu pour tâcher d'améliorer son sort "

" L'observation de ce qui se passe, démontre, il est vrai, que loin de se rendre plus heureux en s'entassant dans les centres, le race humaine se rend, au contraire, de plus en plus malheureuse ; mais cela ne détruit pas le fait que nous déplorons, — l'existence d'un courant fatal dont l'intensité s'accroît chaque jour ".

" La France est encore un des pays où se marque le moins ce mouvement d'agglomération ; il s'y marque pourtant, et assez insensiblement, car la population urbaine de la France, qui formait, en 1846, 25 pour cent de la population totale, formait 36 pour 100 de cette population, en 1886. Mais c'est bien autre chose encore dans les autres pays ".

" En Allemagne, de 1871 à 1885, voici dans quelle mesure s'est fait l'accroissement de la population. Dans les villes de plus de 100,000 habitants, cet accroissement a été de 70 pour cent ; dans les villes de plus de 20,000 habitants, il a été de 31 pour 100 ; dans les villes de plus de 5,000 habitants, il a été de 24 pour 100 ; dans les villages, il a été à peine de 3 pour 1,000 ".

" Plus grande encore est la poussée vers les grandes villes, aux Etats-Unis ; et plus formidable encore, en Australie, où les campagnes commencent littéralement à se vider, et où la population des capitales atteint jusqu'à 60 pour 100 de la population totale des provinces. En Angleterre, Londres, Birmingham, Liverpool, Glasgow sont encombrés de villageois ayant abandonné leurs villages ".

Un bienfait pour le cultivateur de la province de Québec serait l'organisation d'un crédit agricole. Cette œuvre pourra s'accomplir avec l'esprit d'association qui semble se manifester de plus en plus dans nos campagnes. Il serait grandement stimulé par l'établissement systématique de cercles agricoles. Les cultivateurs auraient alors un moyen simple et peu coûteux d'emprunter de l'argent à un taux d'intérêt très limité, ce qui serait le salut pour un très grand nombre d'entre eux. On ne se rend peut-être pas compte du mal causé à certaines campagnes par les taux élevés d'intérêt, et les frais énormes qu'entraînent les emprunts d'argent.

Le système de crédit dont on abuse tant, est la grande source de dépérissement pour nos cultivateurs. Il est constaté que si le système du comptant était une bonne fois mis en pratique, il épargnerait au moins vingt-cinq pour cent sur le prix des objets achetés par le cultivateur. L'observation de ce côté de la question explique le désastre d'un nombre trop considérable de ceux qui émigrent.

L'usure fait plus de ravage qu'on ne le croit sur certains points de notre pays. On nous signale des localités où les colons et les cultivateurs ont à payer de dix à douze pour cent d'intérêt. C'est dans ce cas qu'un système de crédit agricole bien organisé et bien conditionné pourrait constituer une véritable planche de salut.

L'un de nos correspondants, qui a fait de fortes études sur l'économie politique et beaucoup voyagé en Europe, nous signale le fait qu'en Sardaigne une excellente institution a été établie en faveur de l'agriculture. " *Le mont de secours* est une banque agricole dont le mécanisme fait le plus grand honneur à l'ingénieuse charité de son fondateur, le comte de Bogino, et que les nations les plus avancées pourraient s'approprier avec de grands avantages. Dans chaque village, un comité

sous le nom de *junte locale*, réunit presque toutes les autorités locales, le curé, le seigneur, le marchand, les juges de paix, les notables. Chacun de ces comités est subordonné à une *junte diocésaine*, composée de plusieurs conseillers et présidée par l'évêque ; des censeurs diocésains représentant ces comités supérieurs communiquent avec une *junte générale*, établie à Cagliari, capitale de l'île, et réunissant les plus hauts dignitaires de la Sardaigne. Chacun de ces centres a pour mission de fournir aux cultivateurs, et particulièrement aux indigents, la quantité de grains nécessaire pour ensemencer leurs terres, ou un secours en argent destiné soit à l'achat des bœufs et des instruments de labourage, soit aux dépenses de la moisson. A une époque déterminée de l'année chaque laboureur déclare le nombre de ses bœufs, l'étendue de ses champs, expose ses besoins, et lorsque sa déclaration a été vérifiée par cinq prud'hommes de l'endroit, il reçoit le grain, ou l'argent qui lui sont alloués, en s'obligeant à le rendre après la moisson ; l'intérêt exigé équivalait à un seizième pour les grains, à un et demi pour cent par année pour les secours en argent.

« Chaque junte réserve annuellement une certaine quantité de blé ou d'orge pour l'ensemencement d'un terrain qui lui est attribué : tous les habitants du village, à l'exception des bergers, sont tenus, sous peine d'amende, de concourir par une journée de travail gratuit à la culture de ce terrain commun. Il arrive souvent qu'après avoir soldé toutes ses dettes et porté au complet ses deux réserves en grain, l'administration d'un canton reste encore en possession d'une somme sans emploi prévu : elle peut alors, avec l'autorisation du gouverneur, l'appliquer à des dépenses d'utilité publique ou de bienfaisance, comme la réparation des chemins, la construction d'une fontaine, le dessèchement d'un marais, l'éducation d'un orphelin, ou la dotation d'une fille pauvre ».

N'y aurait-il pas moyen de s'emparer de cette grande idée et de l'appliquer à notre pays ?

La régie de notre domaine public laisse à désirer sous plusieurs points. L'on y trouve des défauts qui ont brisé la carrière de plus d'un colon.

La loi qui détermine l'administration de nos terres publiques devrait subir un changement radical. Une distinction bien formelle devrait être établie entre les terres propres à la culture et les terres destinées à l'exploitation purement forestière ou minière. Sur les terres convenables à la colonisation, les colons devraient avoir tous les avantages sur le commerçant de bois ; tandis qu'au contraire, sur les terres propres à l'exploitation soit forestière, soit minière, le commerçant de bois ou l'exploiteur devrait être protégé. Les conflits qui se produisent si souvent en bien des endroits de notre province, entre le colon et le commerçant de bois, sont une source de malaise et un obstacle sérieux aux progrès et à l'œuvre de la colonisation.

Les colonies devaient aussi se faire par groupe et avec plus de méthode. Au lieu de laisser les colons s'éparpiller à leur guise dans les forêts où ils sont privés pendant des années des bienfaits d'un régime municipal et de tout système de voirie régulière. On devrait, autant que possible, veiller à ce qu'une colonie atteigne un degré d'organisation assez parfait avant de songer à en fonder une autre. Beaucoup de colons se sont découragés dans de pareilles circonstances,

Cet éparpillement de la population rend en même temps pratiquement impossible l'établissement d'un bon système scolaire.

Le mouvement colonisateur a été malheureusement dirigé sur des parties de notre domaine public relativement impropres à l'agriculture et qui auraient dû être plutôt, réservées pour des fins d'exploitation forestière. Nos correspondants nous signalent qu'en certains endroits, les colons, après avoir lutté pendant des années, ont dû déguerpir en désespoir de cause, par suite de l'ingratitude du sol.

Certains monopoles résultant de la grande propriété nous sont indiqués comme une source de souffrances pour la classe agricole. Sur quelques points on a suggéré au gouvernement de faire une étude sur ce sujet, de voir s'il ne serait pas possible d'avoir recours à un système de rachat par la couronne, qui, à son tour, pourrait faire des conditions plus faciles et moins onéreuses au petit occupant du sol.

Le mouvement organisé par certains apôtres dans les colonies de la partie ouest de la Puissance,—mouvement d'ailleurs conduit par des hommes bien intentionnés,—a eu pour effet d'attirer vers le Manitoba et les Territoires plusieurs cultivateurs, et surtout une foule de défricheurs de nos colonies nouvelles. Cette propagande, toute patriotique qu'elle puisse être, doit être signalée comme l'une des causes de départ d'un certain nombre de nos cultivateurs,—départ regrettable au point de vue de la province de Québec, attendu qu'à tout considérer, les colons trouvent autant d'avantages à s'établir ici que dans n'importe quelle autre partie du Canada.

L'absence d'un système de colonisation bien conditionné et régulièrement organisé est cause que beaucoup de cultivateurs abandonnent définitivement la carrière agricole. Si la colonisation était mieux contrôlée, plus pratiquement dirigée, il est certain qu'une foule de cultivateurs que des circonstances incontrôlables forcent à quitter leur patrimoine, pourraient aller se tailler un domaine dans notre forêt au lieu de prendre le chemin des villes comme beaucoup d'entr'eux le font, à leur grand regret, du reste.

Des sociétés de colonisation bien organisées, avec des ramifications dans toute la province et aidées par le gouvernement, pourraient rendre de grands services. De telles sociétés furent fondées, il y a quelques années, et donnèrent d'excellents résultats. Il est malheureux que l'indifférence et le manque d'esprit de suite les aient laissées dépérir pour la plupart.

On se plaint dans plusieurs endroits que les agents des terres de la Couronne ne sont pas suffisamment renseignés sur la valeur agricole des terres qu'ils sont chargés de vendre aux colons. Le gouvernement devrait voir à ce que ces agents fassent plus de zèle et se dévouent un peu plus pour attirer l'attention des colons sur le domaine public.

Nos luttes politiques ont exercé une influence plus pernicieuse qu'on ne serait porté à le croire dans l'esprit de nos populations rurales, et les discussions qui ont eu lieu sur la situation économique de notre province, sur les abus de pouvoir et l'augmentation dangereuse de notre dette publique ont eu pour effet

d'affaiblir, chez beaucoup de cultivateurs, la foi dans l'avenir, et accentuer davantage le découragement dans leur cœur.

L'un des plus puissants leviers pour attacher l'homme au sol, c'est l'amour de la patrie. Il faut admettre que ces luttes auxquelles il est fait allusion, ont pour effet d'altérer considérablement ce sentiment éminemment respectable et salubre.

Plusieurs de nos compatriotes des Etats-Unis nous ont écrit pour nous signaler l'énormité des frais judiciaires comme cause d'émigration.

Nos législateurs feraient acte de patriotisme et empêcheraient beaucoup le cultivateur d'être chassé de ses terres, s'ils diminuaient les frais réellement énormes qui écrasent les malheureux que les circonstances obligent à recourir aux tribunaux pour régler leurs différends. Il en est de même lorsqu'il s'agit de discuter les biens meubles et immeubles des débiteurs condamnés par nos tribunaux.

On ne saurait trop le répéter.

Une très grande proportion de cultivateurs qui sont forcés d'émigrer, sont des victimes du laxisme. Il est désolant de voir comme nos cultivateurs s'endettent facilement et comme ils engagent leurs biens à la légère, en garantie d'obligations contractées contre toutes les règles d'une saine économie. On devrait modifier la loi pour exempter de saisie non seulement le ménage, mais les outils, les instruments aratoires, même en certains cas la ferme. Ce moyen radical serait un puissant remède au mal que nous déplorons.

On peut citer une multitude de gens qui ont des jugements contre les colons depuis des années, et qui ont pu à peine payer les frais judiciaires si exorbitants en ce pays et les intérêts. Le nombre de ceux qui ont dans ces circonstances jeté le manche après la cognée pour prendre le chemin de l'exil, est innombrable.

Des milliers de cultivateurs seraient restés sur leurs fermes, si une loi de *home-stead* existait dans ce pays comme dans certaines parties des Etats-Unis. Une telle loi de *home-stead* serait un puissant moyen d'empêcher le cultivateur de se lancer aussi aveuglement dans la voie des dettes. Elle aurait pour effet de ramener un système d'achat au comptant dans nos campagnes, système dont profiterait autant le commerce que le cultivateur lui-même.

Comme moyen d'encourager un état de culture plus progressif et mieux raisonné, on devrait rendre le "Journal d'agriculture" hebdomadaire, et faire les sacrifices nécessaires pour le mettre à la hauteur des publications similaires, telles qu'on en voit dans les Etats voisins.

Beaucoup de familles sont allées chercher une existence à la ville parce que le travail y est mieux organisé qu'à la campagne. Les cultivateurs propriétaires, même les plus riches ne semblent pas avoir généralement compris la nécessité d'attacher à leurs fermes des ouvriers agricoles en permanence. Dans certains autres pays l'ouvrier agricole trouve, outre un salaire annuel et régulier, un logement spécial sur la ferme pour lui et sa famille, avec un jardin et autres ressources qui l'aident à mener une existence comparativement meilleure que celle de la

moyenne des travailleurs de la ville. Ici, dans nos campagnes, ce qu'on est convenu d'appeler le journalier, ne trouve de l'ouvrage qu'à certaines époques de l'année, et comme il se voit exposé à chômer durant la morte saison, il est tout naturel qu'il se dirige vers la ville, en dépit des déboires qui l'y attendent. Ce journalier pourrait être retenu à la campagne, où il pourrait vivre avec un salaire relativement peu élevé et y trouver son compte tout en faisant l'affaire de son patron.

Pour réussir à introduire l'enseignement agricole dans nos écoles primaires, il faudrait d'abord une réforme capitale et un meilleur traitement pour nos instituteurs et nos institutrices. La mesquinerie la plus déplorable règne encore dans beaucoup d'endroits en cette province sous ce rapport. Les personnes qui se vouent à l'enseignement voient leurs services rétribués avec une injustice choquante, et une mesure législative devrait être introduite pour fixer un minimum de salaire en faveur des personnes qui enseignent dans nos écoles. Inutile de songer à relever le niveau de notre enseignement primaire et encore moins d'ajouter à son importance, en y rattachant l'instruction agricole, à moins de l'adoption d'une mesure de ce genre.

L'imagination des cultivateurs est malheureusement surexcitée par la propagande que font certains compatriotes émigrés auprès de leurs parents restés au pays. Il est tout naturel que ceux qui sont allés vivre dans les villes, et même ceux qui ont éprouvé des mécomptes, cherchent à faire venir ceux qui leur sont chers, pour dissiper leur ennui et se rendre l'existence plus agréable. Cette propagande souvent mensongère est presque toujours empreinte d'exagération et exerce une influence beaucoup trop forte sur le cultivateur qui n'a pas été suffisamment mis en garde contre ces influences pernicieuses.

Trop de gens se donnent pour mission de décrier leur propre pays et tout ce qui s'y rattache, et de représenter leur patrie sous les couleurs les plus sombres. S'ils s'appliquaient avec le même zèle à faire connaître tout ce qu'il y a de terrible et de désolant dans la vie des villes, la position précaire que l'ouvrier y occupe, les inconvénients qu'il y subit, tant sous le rapport du bien-être moral que physique, les ravages exercés sur sa santé et sur sa famille par les milieux malsains dans lesquels il est condamné à vivre, il est possible que le mal serait grandement atténué.

Du reste, ce mal de l'émigration porte en germe son propre remède. Le temps approche, il est déjà arrivé dans bien des centres, où la population ouvrière devenue trop nombreuse dans les cités sera forcée d'aller chercher l'existence ailleurs. Il devra se produire, à bref délai, une réaction dans ce sens, et bientôt, par la force même des choses, nous assisterons au spectacle de l'émigration des villes à la campagne. Le problème de ce mouvement de retour vers la vie champêtre ne tardera pas à occuper l'attention des économistes avec autant de gravité et de soucis que le présent exode leur en impose.

Ce mouvement de l'émigration est aussi ancien que la fondation de la première ville sur la terre, mais il n'a jamais été aussi considérable que dans notre siècle. La raison en est bien simple : c'est que jamais les voies du commerce et les progrès de l'industrie n'ont été aussi développés que de nos jours, et l'encom-

brement devient si grand qu'il précipite à vue d'œil une crise sociale dont le seul et unique dénouement sera ce mouvement de retour vers la charrue.

L'une des causes principales de dépression—la plus générale—est l'extravagance du cultivateur qui désire imiter le citadin dans son genre de vie : avoir dans sa maison un piano et tous les autres objets de luxe. Il donne à sa famille une éducation tout à fait étrangère et même hostile à la vie rurale. Cette terre qui a fait vivre son père, son grand-père, aurait encore assuré l'existence et le bonheur de ses descendants, s'il les élevait dans des principes plus en rapport avec sa position.

Le journal, "Le Canadien", de Montréal, que nous avons déjà cité, a fait parcourir une partie de nos campagnes par un de ses collaborateurs. Il était chargé d'étudier les causes et l'importance du mouvement d'émigration. Voici ce qu'il écrivait à propos d'une certaine paroisse et ce qu'il a dit là, pourrait s'appliquer à presque toutes les parties de notre province où l'émigration fait des ravages. "Il y a beaucoup trop de luxe, dit ce journal. Il y a des cultivateurs qui se font un honneur d'avoir des chevaux de prix et de belles voitures, tandis qu'ils pourraient faire un bien meilleur usage de leur argent, en payant leurs dettes chez les marchands du village."

"D'autres ont des femmes, des filles, des garçons qui aiment beaucoup trop la toilette.

"Il arrive malheureusement trop souvent que le fruit de plusieurs mois d'un labeur ardu est dépensé en pure perte pour l'achat de dentelles et de fanfreluches inutiles et trop coûteuses. Le luxe dans les campagnes est un agent puissant d'appauvrissement. On ne peut comprendre, en certains endroits, qu'il vaut mieux porter l'habit "d'étoffe du pays" et ne point avoir de dettes que de porter l'habit de drap ou la robe de soie dont le prix d'achat n'a pas été payé"

"C'est un malheur qui tend à devenir presque général, dans un très grand nombre de localités de la province de Québec".

"En outre, l'ivrognerie est pour quelque chose, pour beaucoup même, dans le dépérissement de nos campagnes. Vous seriez étonnés de constater la quantité d'argent qui se dépense pour l'achat de liqueurs alcooliques. Les jeunes gens surtout en font un usage qui frise l'abus".

"Toutes ces causes réunies ont eu pour résultat de produire un courant d'émigration regrettable".

Ces paroles ne sont que malheureusement trop vraies.

En examinant la question de plus près et dans ses détails intimes, on voit que ce n'est pas tant des marchés ni des débouchés qui manquent au cultivateur que des produits à vendre. On a tellement crié que l'agriculture ne payait pas, que les produits ne se vendaient pas, qu'il a fini dans bien des cas par s'appliquer à produire le moins possible. Le nombre des cultivateurs qui négligent leurs fermes pour se lancer dans des milliers et des milliers de spéculations étrangères à leur profession est incalculable. Il est rare que le cultivateur qui s'est appliqué à son

art, qui a su y persévérer avec intelligence, il est rare, disons-nous, que son travail n'ait pas été couronné de succès. Ce n'est pas dans cette catégorie que se recrutent les émigrants.

Le chemin de l'exil, d'après un grand nombre de nos correspondants, a été ouvert à plusieurs des nôtres par leur entrée maladroite et injustifiable dans des carrières autres que celle de l'agriculture. La plupart d'entre eux n'avaient aucune de ces notions pratiques et indispensables qui mènent au succès.

On peut compter par centaines les cas particuliers qui nous ont été signalés de cultivateurs qui ont voulu se faire, du jour au lendemain, marchands, hôteliers, constructeurs, ou qui se sont lancés dans l'exploitation de scieries, de moulins et d'industries de toutes sortes, sans posséder naturellement les connaissances requises.

Une cause qui nous est également signalée dans un foule de paroisses nouvellement établies et qui a ruiné un grand nombre de cultivateurs, c'est la tendance à négliger la culture pour se donner aux chantiers, et courir après les contrats qui se rattachent à l'exploitation des forêts. C'est ainsi qu'on perd petit à petit le goût de la culture et qu'on se plonge le plus souvent dans le tourbillon des dettes et des embarras financiers.

Notre proximité des Etats-Unis et leur merveilleux développement industriel, de même que la multiplicité des voies ferrées qui y conduisent, sont une source de tentations continuelles pour les populations d'un pays comme le nôtre. Comparativement, nous sommes plus jeunes au point de vue économique, et nous ne jouissons d'un gouvernement autonome et capable d'activer d'une manière efficace le développement de nos ressources naturelles, seulement que depuis une époque très rapprochée.

Cette proximité des Etats-Unis offre un point d'attraction tout naturel pour ceux qui, pour une raison ou pour une autre, sont déçus dans leurs espérances ou leurs ambitions.

Il ne faut pas oublier que la création d'un grand nombre de manufactures nouvelles au Canada, depuis quelques années, et que l'accroissement considérable du nombre de leurs employés, ont été une cause manifeste du dépeuplement de nos campagnes. On a voulu imiter ici ce qui s'est fait ailleurs ; avoir des villes, avoir de grands centres de population ; avoir un marché domestique et national pour les produits de l'agriculture. Ces villes ont naturellement demandé à la campagne de leur fournir les bras additionnels dont elles avaient besoin ; c'est dire, que le dépeuplement de nos campagnes ne s'est pas opéré exclusivement au profit des Etats-Unis, mais au profit des villes canadiennes.

Les salaires élevés qui sont payés à certains fonctionnaires publics et les tarifs d'après lesquels certaines occupations professionnelles sont rétribuées dans cette province, sont tellement disproportionnés au prix des denrées qui sont vendues par l'agriculteur, qu'ils constituent un point de comparaison qui est de nature à affaiblir quelquefois le courage du jeune homme qui, autrement se destinerait à l'agriculture où il aurait trouvé le succès.

Une remarque nous a été faite par tant de correspondants que nous tenons à y revenir.

En faisant de la politique avec tout et à propos de tout, en cette province, on a fini par émousser non-seulement le patriotisme, mais encore les éléments de l'initiative privée. Il n'y a peut-être pas de pays où l'on reste plus sous l'empire de la pernicieuse erreur que le gouvernement peut tout, fait tout : qu'il doit être tenu responsable de tout le mal et avoir le mérite de tout le bien qui s'y fait.

Le plus tôt les idées seront rectifiées sous ce rapport, le mieux ce sera pour le bien commun.

En assignant une cause politique à tous les désordres et à tous les malaises, on empêche les gens de rentrer en eux-mêmes ; du moment qu'un individu est convaincu qu'il ne peut lui-même rien faire contre la cause du mal dont il souffre, il perd toute chance de s'amender.

Les affaires municipales ont été administrées dans beaucoup de localités de façon à constituer un fardeau presque insupportable pour les propriétaires du sol. Ce mauvais gouvernement des affaires civiles est signalé comme l'une des causes accidentelles d'émigration. Il en est de même des répartitions pour construction de réparations d'édifices publics qui, en beaucoup d'endroits, ont dépassé les limites tracées par la prudence et les ressources des propriétaires.

Beaucoup d'endroits en cette province sont absolument exempts de ce fléau de l'émigration. On y constate que c'est là que se trouve généralement des fermes bien soignées, un esprit d'économie dans les familles et dans l'administration des affaires corporatives et l'absence presque complète des litiges, des divisions et des procès.

On recommande de réformer la législation ouvrière de manière à éloigner autant que possible la femme et les enfants des usines, où leur présence et leur travail constitue souvent un abus contre nature. Ce qui pousse grand nombre de cultivateurs à émigrer, c'est cette perspective de faire de l'argent, perspective qui leur fait sacrifier leur liberté et la santé de tous les membres de leur famille, sans malheureusement en calculer les funestes conséquences. Cette réforme s'impose à tous les gouvernements et à tous les législateurs tant soit peu soucieux de l'avenir social des peuples qui leur sont confiés.

On suggère de donner à nos sociétés d'agriculture une impulsion plus pratique. Faisons ressortir davantage les bienfaits que la province a droit d'attendre d'elles, en retour des montants assez considérables qu'elles émergent du trésor public chaque année. Fusionnons ces associations avec notre rouage municipal, chaque conseil local ayant le pouvoir d'exercer, dans les limites de sa juridiction, le rôle assigné aujourd'hui aux sociétés d'agriculture, et de toucher sa part proportionnelle du subside gouvernemental.

Dans certains comtés, les expositions agricoles sont plutôt une source de découragement qu'un élément de progrès pour la classe agricole. Souvent on encourage trop exclusivement les produits de ce qu'on pourrait appeler une agriculture de luxe. Ailleurs, le programme des concours constitue une véritable farce. En voici un exemple ; on offre des prix pour le meilleur minot de blé, le plus gros navet, le plus gros chou. On ne peut pas espérer d'encourager par là le cultivateur tant soit peu sérieux ou tant soit peu observateur.

Des concours pour les fermes les mieux tenues, des prix et des distinctions honorifiques pour tous ceux qui, dans chaque localité, font de la culture modèle, devraient être accordés et devraient remplacer tous ces concours de produits dont quelque fois on n'est pas sûr de la provenance et dont la belle qualité représente plutôt un choix d'occasion qu'une culture vraiment raisonnée.

L'une des principales choses à encourager parmi nos cultivateurs devrait être la comptabilité agricole. Des prix spéciaux seraient accordés à tous les concours, pour encourager et réussir à amener le cultivateur à calculer davantage, et à se rendre compte exactement de tout ce qui concerne son exploitation.

Les colporteurs et les solliciteurs de commerce en tout genre qui inondent le pays sont un vrai fléau dont la législation devrait restreindre l'action autant que possible.

On a prétendu que l'ivrognerie et la paresse ont fait chasser plusieurs cultivateurs de nos campagnes. Sans accepter cette cause d'une manière trop générale, nous constatons que dans les trois quarts des réponses que nous avons reçues, ces deux vices sont signalés comme cause de ruine, pour le cultivateur.

Quelques-uns de nos correspondants insistent particulièrement sur la nécessité d'assurer à la jeunesse de nos campagnes des distractions et des amusements honnêtes, tant sous le toit paternel que dans leur village.

On ne s'applique pas assez à rendre l'établissement du foyer paternel agréable à la jeunesse. Il faudrait une attention toute spéciale sous ce rapport pour contrecarrer l'action fascinateur que les villes exercent sur la jeunesse de nos campagnes. Si on savait faire aimer le toit paternel, la vie rurale serait aimée davantage.

Pour juger sainement du caractère de cet exode, il faut se rappeler qu'une foule de cultivateurs ne quittent leurs fermes que temporairement, et qu'à côté du mouvement d'émigration, il y a un mouvement de retour constant.

Beaucoup de cultivateurs, d'ailleurs sobres et rangés, se trouvent par suite de circonstances particulières et souvent bien légitimes, plongés dans les dettes, et ils s'en vont avec leurs familles en exil pour réaliser quelques économies et tâcher de refaire leur situation.

Il faut admettre que dans bien des cas, ces cultivateurs ont mené dans les villes une vie si rangée, si sobre, si régulière qu'ils ont réussi à atteindre le but qui les avait forcés de laisser momentanément la campagne.

Les nombreuses familles qui constituent, en certains cas, une charge excessive pour les cultivateurs devraient être secourues par le gouvernement autrement que par un subside en terre. Dans bien des cas, ce subside n'a pas de valeur ou du moins il n'a qu'une valeur fort problématique. Ces terres ne sont d'aucune utilité pratique pour le concessionnaire, tandis que des primes en argent seraient plus utiles, plus équitables et d'une distribution bien plus simple.

D'autres causes entièrement locales, et nous pourrions dire personnelles, nous ont été signalées par des personnes de bonne volonté qui ont répondu à notre appel.

Les causes qui précèdent constituent en résumé les principales d'entraves.

Tel est le résultat des études faites par votre comité sur les causes du mouvement d'émigration qui se produit dans certaines parties de nos campagnes.

Nous aurions préféré pouvoir procéder plus méthodiquement. Nous aurions voulu avoir un état spécial sur chaque municipalité de cette province, donnant des statistiques aussi complètes que possible sur le mouvement d'émigration et signalant les causes spéciales à chaque localité. Mais votre comité n'a pas été en état de faire cette étude ; il lui aurait fallu, pour arriver à cette fin, une organisation et des pouvoirs spéciaux. C'est un travail qui se fait pourtant avec beaucoup d'avantage et beaucoup de profit aux Etats-Unis. Le bureau des statistiques à Washington, fait faire un relevé de ce genre dans toutes les parties, même les plus reculées de l'Union Américaine. Votre comité a pris connaissance des divers rapports de ce bureau de Washington, et il ne peut s'empêcher d'exprimer l'espoir de voir le gouvernement de la Puissance adopter un système analogue.

Un travail qui rendrait de grands services à la classe agricole devrait être fait et publié sur la condition économique de ceux qui ont émigré dans les villes. Votre comité n'a pas eu le temps et n'a pas été à même de recueillir les renseignements à cette fin, mais il espère le faire dans un avenir assez rapproché. Certaines données jointes à celles recueillies sur ce sujet pourraient rendre de grands services à la cause agricole dans cette province, d'autant plus que l'encombrement et l'abaissement des salaires compromettent, à ce moment plus que jamais, le sort du travailleur des villes.

La résolution adoptée par cette Chambre, le 22 juin dernier, donnait en outre à votre comité la mission d'étudier "la condition économique de nos com-
"patriotes qui ont quitté la carrière agricole et qui se sont faits ouvriers dans les
"centres industriels".

Votre comité demande la permission de terminer cette dernière partie de son travail durant la vacance, de manière à présenter à cette Chambre, lors de la prochaine session, un second mémoire qui compléterait celui-ci, et ferait embrasser dans un simple coup d'œil toute l'importance d'une question qui est si vitale pour la province de Québec.

Le tout humblement soumis,

J. A. CHICOYNE,

Président.

Québec, 22 février 1893.

641/14

299

mouve-

s aurions
nnant des
et signa-
é en état
isation et
'avantage
shington,
culées de
orts de ce
de voir le

vrait être
les villes,
es rensei-
ché. Cer-
de grands
mbrement
is, le sort

onnait en
nos com-
es dans les

partie de
lors de la
embrasser
vitale pour

COYNE,

Président.